COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 03 au 09 juin 2017

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

Entreprenariat féminin

- **Un salon "Made in femmes" à Maurice**

Journée mondiale des Océans

- **Le chef de l'ONU appelle à sauver les océans**
- **At UN ocean conference, US takes aim at illegal fishing United Nations, United States |**
- **L'UNESCO honore les Seychelles sous la direction de l'ancien Président Michel lors de la cérémonie 'Les 8 de l'Océan'**

Dialogue politique

- **EU and IOC: common commitment to sustainable, secure and equitable development of the Indian Ocean**
- **5E DIALOGUE POLITIQUE — LUTCHMEENARAIDOO : « Notre amitié repose sur des valeurs partagées »**

Economie

- **PREMIER TRIMESTRE 2017 : Les échanges avec la SADC et le COMESA en hausse**

Environnement

- **ENVIRONNEMENT : L'ÉTAT DE LA FAUNE ET DE LA FLORE INQUIÈTE !**

Tourisme

- **Anil Gayan: «Notre croissance touristique sera de 7% cette année»**

Pêche

- **Madagascar patrol vessel docks at Malindi port**
- **Des mesures axées sur la pêche**

*IMAZPRESS
l'image au service de l'info

Un salon "Made in femmes" à Maurice

Mercredi 07 Juin 2017



Cinq pays, six îles : des femmes entrepreneures de l'océan Indien organisent la deuxième édition du Salon Made in femmes. La manifestation se déroulera du 28 septembre au 1er octobre 2017 au Domaine Les Pailles à l'île Maurice. "Elle rassemblera des femmes entrepreneures de la Réunion, de Maurice, de Madagascar, des Comores, de Rodrigues et des Seychelles. A La Réunion, c'est l'association Défis de Femmes présidée par Selvy Bala qui participera à l'analyse des candidatures à transmettre avant le samedi 17 juin" indique l'EFTICOI (Entreprendre au féminin, informer et communiquer dans l'océan Indien) qui organise l'événement avec le soutien de la Commission de l'océan Indien.

L'objectif de l'EFTICOI et de rassembler "plus de 150 participantes, consolider les premiers projets collaboratifs et créer des opportunités d'affaires transfrontalières". De nombreux secteurs d'activités seront représentés : agro-nutrition, TIC, environnement, énergie, services à la personne, conseil, développement durablement et commerce.

Cette manifestation, dont la première édition s'était tenue à La Réunion en 2014, "s'adresse aux femmes entrepreneures prêtes à se lancer à l'international, à l'exclusion des entreprises non immatriculées et des franchises" souligne l'EFTICOI. Les femmes entrepreneures de l'océan Indien sont membres du réseau international EFOI qui fêtera ses dix ans en août prochain.

Dossier d'inscription à télécharger sur www.salonmadeinfemmes.biz ou à demander par mail à e.pillard@terraevents.re

http://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2017/06/07/entrepreunariat-au-feminin-un-salon-made-in-femmes-a-maurice,63351.html

A.P.O.I
Agence de Presse de l'Océan Indien

Le comité de pilotage de La Réunion

2ème édition du salon Made in Femmes

7 juin 2017



Lancée en 2014 à La Réunion, le salon Made in Femmes entamera sa deuxième édition. Cette année, il se déroulera du 28 septembre au 1er octobre à Maurice, plus précisément au Domaine Les Pailles. Sous la bannière d'EFTICOI (une association de régionale et internationale promouvant l'entrepreneuriat féminin dans l'océan Indien), la manifestation verra la participation de femmes entrepreneures de La Réunion, Maurice, Madagascar, Comores, Rodrigues et Seychelles. Le salon est dédié aux femmes qui désirent promouvoir leurs activités sur le plan international. Pour cette 2ème édition, Made in Femmes a pour objectif de rassembler plus de 150 participantes. Il ambitionne de consolider des projets collaboratifs et de créer des opportunités d'affaires transfrontalières. Plusieurs secteurs d'activités seront représentés durant ce rendez-vous économique féminin dont l'agro-nutrition, les TIC,

l'environnement, l'énergie, les services à la personne, le conseil, le développement durable et le commerce.
A La Réunion, la réception des candidatures pour la participation au salon est ouverte jusqu'au 17 juin. L'association Défis de Femmes participe à l'analyse des dossiers. Il est important de noter que Made in Femmes n'est pas ouvertes aux entreprises non immatriculées et aux franchises.
http://www.agencepresse-oi.com/2eme-edition-salon-made-in-femmes/

INFOS974

La seconde édition du Salon Made in Femmes se déroulera en septembre à l'île Maurice

Cinq pays, six îles ; les femmes entrepreneures de l'océan Indien organisent, sous la bannière EFTICOI la deuxième édition du Salon Made in Femmes avec le soutien de la Commission de l'océan Indien. Cette manifestation se déroulera du 28 septembre au 1er octobre au Domaine Les Pailles à l'île Maurice. Elle rassemblera des femmes entrepreneures de la Réunion, de Maurice, de Madagascar, des Comores, de Rodrigues et des Seychelles. A la Réunion, c'est l'association Défis de Femmes présidée par Selvy Bala qui participera à l'analyse des candidatures à transmettre avant le samedi 17 juin. Le dossier de financement Interreg est en cours d'instruction.



Objectifs : rassembler plus de 150 participantes, consolider les premiers projets collaboratifs et créer des opportunités d'affaires transfrontalières.
De nombreux secteurs d'activités seront représentés : agro-nutrition, TIC, environnement, énergie, services à la personne, conseil, développement durablement et commerce.
Cette manifestation, dont la première édition s'était tenue avec succès à la Réunion en 2014, s'adresse aux femmes entrepreneures prêtes à se lancer à l'international, à l'exclusion des entreprises non immatriculées et des franchises.

Les femmes entrepreneures de l'océan Indien sont membres du réseau international EFOI qui fêtera ses dix ans en août prochain.
Dossier d'inscription à télécharger sur **www.salonmadeinfemmes.biz** ou à demander par mail **e.pillard@terraevents.re**
http://www.zinfos974.com/La-seconde-edition-du-Salon-Made-in-Femmes-se-deroulera-en-septembre-a-l-ile-Maurice_a115037.html

Journée mondiale des Océans

*IMAZPRESS
l'image au service de l'info

Le chef de l'ONU appelle à sauver les océans



Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a exhorté lundi les Etats de la planète à mettre de côté leurs intérêts particuliers pour sauver les océans et éviter une "catastrophe mondiale", en ouverture de la première conférence mondiale sur les océans des Nations unies.

Cette réunion de cinq jours est la première du genre aux Nations unies pour évoquer les problèmes auxquels les océans sont confrontés, du blanchissement des coraux à la pollution plastique, en passant par la surpêche ou la montée du niveau des eaux, en raison du changement climatique. "Nous devons mettre de côté les gains à court terme pour

empêcher une catastrophe mondiale à long terme", a déclaré Antonio Guterres devant l'assemblée générale des Nations unies. "Préserver nos océans et les utiliser de manière durable c'est préserver la vie elle-même".

Cette conférence visant à définir une stratégie pour inverser le déclin des océans est assombrie par la décision du président Donald Trump de retirer les Etats-Unis de l'accord de Paris sur le climat. Dans son discours, le président bolivien Evo Morales s'en est pris aux Etats-Unis, estimant que le retrait de l'accord de Paris était un "déni de la science, tournait le dos au multilatéralisme, et le refus d'un avenir pour les générations futures". Ces actions sont "la principale menace pour la Terre et pour la vie elle-même", a-t-il ajouté.

- 'Appel à l'action' -

Les Etats membres de l'ONU travaillent à un "appel à l'action" qui doit être signé par les pays s'engageant à prendre des mesures pour nettoyer les océans et préserver ce qui est sans aucun doute la ressource la plus importante de la Terre. Les objectifs comprennent la protection d'au moins 10% des écosystèmes côtiers et marins d'ici 2020, la réduction de la pollution des océans et le renforcement des moyens de lutte contre la pêche illégale et non réglementée.

Antonio Guterres a décrit de manière alarmiste l'état des océans, citant une étude récente démontrant que le volume de détritus plastiques pourrait dépasser le volume de poissons dans les mers d'ici 2050, si rien n'est fait. La montée du niveau des océans menace des pays entiers, l'industrie de la pêche s'effondre dans certains endroits et les écosystèmes côtiers sont gravement affectés par la pêche, l'extraction minière, le transport maritime et le tourisme, a-t-il prévenu. Le patron de l'ONU a appelé à des mesures concrètes, comme l'extension des zones marines protégées, une meilleure gestion des pêcheries, la réduction de la pollution et le nettoyage des déchets plastiques.

- Protéger aussi les rivages -

Son propos a été appuyés par une étude publiée le même jour selon laquelle davantage de zones protégées dans les océans se révèleraient être un outil important dans la lutte contre le changement climatique. De

telles zones où pêche, activités minières et tourisme seraient interdites permettraient de limiter l'acidification des eaux et ainsi de protéger des rivages vulnérables à la montée des eaux et aux tempêtes. Cela aiderait aussi à préserver des espèces marines menacées par le réchauffement ou la pollution des eaux, note l'étude publiée dans les Comptes rendus de l'académie américaine des sciences (PNAS).

Le président du Gabon Ali Bongo Ondimba a annoncé à la conférence de l'ONU la création de la plus grande zone maritime protégée d'Afrique, selon lui, formée d'un réseau de 9 parcs marins et de 11 réserves aquatiques.

Cette mesure étendra la protection actuelle des eaux du parc national Mayumba jusqu'à la zone économique exclusive du Gabon. Seulement 3,5% des océans sont en partie protégés, et seulement 1,6% sont complètement interdits à la pêche et à tout type d'exploitation. Des initiatives internationales sont en cours pour que 10% des océans soient protégés d'ici 2020, et un groupe de scientifiques a demandé l'an passé que ce chiffre monte à 30% au moins d'ici 2030.

http://www.ipreunion.com/france-monde/reportage/2017/06/06/le-chef-de-l-onu-appelle-a-sauver-les-oceans,63294.html

Conférence des Nations Unies sur l'océan et l'ODD 14

Lundi, 5 Juin 2017 - 9:00am au Vendredi, 9 Juin 2017 -
Type d'événement:
Réunion inter-agences
La Conférence des Nations Unies de haut niveau pour soutenir la mise en œuvre de l'objectif de développement durable 14: Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable, sera convoquée au Siège de l'ONU à New York du 5 au 9 juin 2017, en parallèle de la Journée mondiale de l'océan (8 Juin). Les gouvernements de Fidji et de la Suède accueilleront la Conférence. La conférence vise à être le changeur de jeu qui va inverser le déclin de la santé de notre océan pour les gens, la planète et la prospérité. Elle sera axée sur les solutions avec l'engagement de toutes les parties prenantes.

La Conférence vise à:

1) Identifier les moyens d'appuyer la mise en œuvre de l'ODD 14;

2) S'appuyer sur les partenariats existants et stimuler les nouveaux partenariats innovateurs et concrets pour faire avancer la mise en œuvre de l'ODD 14;

3) Associer les gouvernements, le système des Nations Unies, les autres organisations intergouvernementales, les institutions financières internationales, les organisations non gouvernementales, les organisations de la société civile, les institutions universitaires, la communauté scientifique, le secteur privé, les organisations philanthropiques et d'autres acteurs pour évaluer les défis et Les possibilités liées à l'application de l'Objectif 14;

4) Partager les expériences acquises aux niveaux national, régional et international dans la mise en œuvre de l'Objectif 14;

5) Contribuer au processus de suivi et d'examen de l'Agenda 2030 pour le développement durable en apportant une contribution au forum politique de haut niveau sur le développement durable, conformément aux résolutions 67/290 du 9 juillet 2013, 70/1 du 25 septembre 2015 et 70/299 du 29 juillet 2016, sur la mise en œuvre de l'objectif 14, y compris sur les possibilités de renforcer les progrès à l'avenir;

La Conférence comprend des séances plénières, des dialogues de partenariat ainsi qu'un événement spécial pour célébrer la Journée mondiale de l'océan.

La Conférence adoptera par consensus une déclaration concise, ciblée et intergouvernementale, sous la forme d'un «Appel à l'action» pour soutenir la mise en œuvre de l'ODD 14, d'un rapport contenant les résumés des coprésidents des dialogues de partenariat et d'une Liste des engagements volontaires pour la mise en œuvre de l'Objectif 14, qui seront annoncés lors de la Conférence.

http://fr.unesco.org/events/conference-nations-unies-ocean-odd-14

Seychelles News Agency

At UN ocean conference, US takes aim at illegal fishing United Nations, United States |

June 8, 2017,



Indonesian navy personnel approach foreign fishing boats, seized for illegal fishing, before placing explosive used to sink the vessels at sea off Pontianak in West Kalimantan province, located in Borneo island, on August 18, 2015. The United States on Wednesday put a spotlight on global efforts to combat illegal fishing at the UN ocean conference, steering clear of the controversy over its pullout from the Paris climate deal. (AFP PHOTO / RUDI HARTONO)

(AFP) - The United States on Wednesday put a spotlight on global efforts to combat illegal **fishing** at the **UN** ocean conference, steering clear of the controversy over its pullout from the Paris climate deal.

President Donald Trump's envoy to the conference, David Balton, said the ocean and its resources are "under tremendous pressure from a variety of threats - including illegal **fishing**, marine pollution, and ocean acidification."

"Illegal, unreported, and unregulated -- or IUU -- **fishing** around the world is jeopardizing international food security and economic growth, and threatening marine ecosystems," said Balton, the **US** deputy assistant secretary for **oceans** and fisheries.

The **UN**'s first ocean conference opened Monday under the shadow of the **US** exit from the 190-plus nation pact aimed at combating global warming.

The United States, the world's biggest carbon emitter after China, signed the agreement last year under the previous administration, but Trump has argued that the deal would harm the **US** economy.

UN Secretary General Antonio Guterres opened the conference with an appeal to countries to put aside national gain to save the **oceans** and avert a "global catastrophe."

"Pollution, overfishing and the effects of climate change are severely damaging the health of our **oceans**," he asserted, singling out plastic pollution as particularly harmful.

Guterres cited a recent study that showed plastic could outweigh fish in 2050, if nothing is done.

At the **UN** podium, Balton said the United States "has championed" an agreement on combating illegal **fishing** under the auspices of the **UN** Food and Agriculture Organization.

Illegal **fishing** is valued at tens of billions of dollars each year and is often linked to drug trafficking, organized crime, workers' exploitation and environmental degradation, he said.

The United States is set to join a "Call to Action" to be released on the final day of the conference on Friday, signed by governments that commit to taking steps to clean up the oceans.

The document refers to the "particular importance of the Paris agreement" and expresses alarm over impact of climate change on the oceans.

While it will endorse the "Call to Action", the United States will take the podium again on Friday to explain its position, **US** diplomats said.

© Agence France-Presse

http://www.seychellesnewsagency.com/articles/7390/At+UN+ocean+conference%2C+US+takes+aim+at+illegal+fishing

http://www.nation.sc/article.html?id=254436

L'UNESCO honore les Seychelles sous la direction de l'ancien Président Michel lors de la cérémonie 'Les 8 de l'Océan'

Victoria, Seychelles | June 8, 2017



Les Seychelles, sous la direction de l'ancien président James Michel, ont été reconnues comme "Champion des 8 de l'océan" pour l'élaboration d'un système innovant d'échange de dette. (Seychelles News Agency)

(Seychelles News Agency) - Les Seychelles ont été honorées mardi par huit pays pour avoir contribué à la science océanique mondiale par la **Commission Océanographique Intergouvernementale** de l'UNESCO (COI) lors de la **Conférence des Nations Unies sur l'Océan** à New York, a indiqué un communiqué de la Fondation James Michel.

Les Seychelles, sous la direction de l'ancien président James Michel, ont été reconnues comme «Champion des 8 de l'océan» pour l'élaboration d'un système innovant d'échange de dette qui a permis à la nation insulaire de financer des programmes locaux de sciences de l'océan et résilience climatologique.

Dans un message vidéo qui a été présenté lors de la cérémonie, Michel a déclaré: « C'est un grand honneur pour les Seychelles d'être reconnues par la **Commission Océanographique Intergouvernementale** de l'UNESCO pour notre travail car cela nous donne une plate-forme internationale pour montrer au monde un modèle innovant pour financer la science océanique et le travail de conservation ».

(UNESCO/YouTube) Licence Vidéo: Licence Standard YouTube

Les Seychelles ont conclu un important accord de rachat de dette d'une valeur de 30 millions de dollars avec le groupe de créanciers du **Club de Paris** et l'Afrique du Sud en février 2015. Le mécanisme d'échange de dette est une méthode novatrice de remise de dette par laquelle une partie de la dette extérieure d'un pays en développement est annulée en échange d'un engagement d'investissements dans des projets nationaux de conservation de l'environnement et de durabilité.

L'ancien président a déclaré qu'il espère que cette reconnaissance de haut niveau aidera à mettre en évidence les avantages d'appliquer des solutions de financement novatrices pour soutenir les activités de sciences océaniques à travers le monde.

Le certificat d'honneur a été remis par la directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, à Vincent Meriton, le vice-président des Seychelles, un groupe de 115 îles dans l'ouest de l'océan Indien.



Secrétaire Exécutif de la COI Vladimir Ryabinin (G), Vice-Président Vincent Meriton et Irina Bokova (D) (Seychelles News Agency) Licence Photo: CC-BY

Après avoir reçu le certificat, Meriton a déclaré: «Le président Michel a défendu l'Economie Bleue depuis sa création et je pense qu'il est juste que lui et la République des Seychelles participent également à cette célébration».

Meriton a ajouté: « Je devrais également mentionner que, sans le soutien de nos partenaires internationaux, **The Nature Conservancy**, **Global Island Partnership** (GLISPA) et le Commonwealth, nous ne serions pas là où nous sommes ».

La cérémonie 'Les 8 de l'Océan' a également honoré deux organisations et cinq autres pays en tant que champions de la science océanique - la Norvège pour le développement de la capacité professionnelle, l'Argentine pour appuyer l'investissement national soutenu, le Portugal pour soutenir la coopération nationale et les États-Unis pour soutenir l'investissement dans l'infrastructure scientifique océanique au bénéfice de la communauté mondiale.

http://www.seychellesnewsagency.com/articles/7394/L%27UNESCO+honore+les+Seychelles+sous+la+direction+de+l%27ancien+Prsident+Michel+lors+de+la+crmonie+Les++de+l%27Ocan

Dialogue politique

EU and IOC: common commitment to sustainable, secure and equitable development of the Indian Ocean

By **Sruthi Menon Seeboo**

June 5, 2017



A delegation consisting of H.E. Mrs Marjaana Sall, Ambassador of the European Union to the Republic of Mauritius, the Union of the Comoros and the Republic of Seychelles and the Heads of Diplomatic Missions of several EU Member States held a meeting recently with H.E. the Secretary General of the Indian Ocean Commission (IOC) and his staff and the Mauritian Chair of the IOC Council at the headquarters of the regional organization Ebene. This meeting was organized following the 5th session of the EU-Mauritius Political Dialogue.

H.E. Mrs Marjaana Sall highlighted the "historic partnership between the European Union and the Indian Ocean Commission", and also the scale of the partnership, with the EU still remaining the main financial and technical partner of the Indian Ocean Commission with more than EUR 150 million

projects in various fields, such as the blue and green economy, the defense of small island developing states, maritime safety and the sustainable development of fisheries. She mentioned that a constant and structured dialogue had been set up to accompany the implementation of this partnership, and said that, together, the results must be communicated more to the citizens of the IOC Member States but also to European citizens.

For its part, the IOC SG declared: "In recent years, IOC has gained visibility, credibility and has established itself as an invaluable actor in the Greater Region of East and Southern Africa, with the capacity to respond to crises, as demonstrated by its central role in the political transition in Madagascar between 2011 and 2013. This increased capacity for action is largely due to the support of the European Union, which has enabled it to act effectively and in a growing number of fields on the basis of its Member States' mandates."

The discussion focused on the political and economic role of the Indian Ocean Commission, the assessment of the regional situation and emerging challenges and the strategic vision of the Indian Ocean Commission through its Strategic Development Plan (2017-2020) which is currently being prepared.

Both the EU and IOC have confirmed their commitment to regional stability, a prerequisite for the sustainable and equitable development of the countries of the region. They reaffirmed their commitment to the protection and promotion of gender equality, in particular through actions in projects funded by the EU. The EU highlighted the key role played by the IOC in the fight against piracy and all forms of maritime insecurity in the region. In the light of new threats in the region, the EU reiterated its commitment to continue its cooperation with IOC in this area, as a future candidate for the Presidency of the Contact Group on Piracy off the coast of Somalia (GCPCS).

Looking forward, the EU reiterated its commitment to supporting the IOC and its Member States in their sustainable development processes. The two sides discussed the new European Consensus on Development, which was adopted a few days before the meeting by the Council of the European Union. They

agreed that all actions funded by the EU should now be in line with the five priorities of this new consensus: Peace, Prosperity, Planet, People and Partnership. In so doing, the EU-IOC partnership will further contribute to the achievement of the Sustainable Development Goals.

The two sides also discussed the process of negotiating the Post-Cotonou Agreement between the EU and the African, Caribbean and Pacific (ACP) States in the perspective of a renewed and balanced partnership. Representatives of the EU and IOC also spoke of the Oceans Conference organized by the European Union in October in Malta, where participants will take concrete commitments to reduce marine pollution, manage aquatic resources fairly, and mitigate the effects of global warming. This conference represents an opportunity to show the work carried out by the Indian Ocean Commission with the support of the EU in these fields.

The parties also discussed the upcoming EU-Africa summit in Côte d'Ivoire in November, which will focus on "Youth".

Both the EU and IOC recognized the importance of ensuring the visibility of their partnership for development promotion and highlighting the achievements of this partnership across the region and beyond. A concrete example of what this partnership can bring is the joint declaration signed in 2015 in the margins of COP 21 in Paris to take into account the interests of small island developing states in climate action.

The European delegation was composed of H.E. Mrs Marjaana Sall, Ambassador of the European Union to the Republic of Mauritius, the Union of the Comoros and the Republic of Seychelles, H.E. Juan Ignacio Sell Sanz, Spanish Ambassador to Pretoria, H.E. Mr. Gilles Huberson, Ambassador of France to Mauritius, Ms. Claudia Garland, Deputy British High Commissioner in Mauritius, and Mr. Sergiusz Wolski, Chargé d'Affaires of the Polish Embassy in Nairobi.

On the IOC side, IOC Secretary-General was accompanied by the IOC Executive Board, representatives of the IOC Council Presidency, Dev Phokeer, Director of Regional Integration at the Mauritian Ministry of Foreign Affairs and Mr. Ramesh Gunsham, Permanent Liaison Officer of Mauritius, as well as representatives of member countries, namely Mr. Mija Rasamizafy, Chargé d'affaires of the Embassy of Madagascar in Mauritius, Mr. Sulliman Tagaully, Honorary Consul of the Union Of the Comoros and Mr. Guy Fok Yew Min, Honorary Consul of the Seychelles.

http://www.theplatformafrica.com/2017/06/05/eu-and-ioc-common-commitment-to-sustainable-secure-and-equitable-development-of-the-indian-ocean/

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

5E DIALOGUE POLITIQUE — LUTCHMEENARAIDOO : « Notre amitié repose sur des valeurs partagées »

L'Union européenne veut aider Maurice à atteindre son objectif de « high income country »

5 JUIN, 2017 -



L'Union européenne (UE) a renouvelé sa volonté de soutenir Maurice dans ses efforts en vue de passer d'un pays à revenus intermédiaires à celui d'un pays à revenus élevés. C'était lors du 5e dialogue politique entre Maurice et l'Union européenne qui s'est tenu à l'Opium, Réduit. La délégation européenne, dirigée par l'ambassadeur de l'UE Marjaana Sall, était accompagnée des représentants de cinq pays européens dont la Grande Bretagne et la France alors que celle de Maurice était dirigée par le ministre des Affaires étrangères, Vishnu Lutchmeenaraidoo.

Les deux parties ont insisté hier sur le fait que le partenariat entre Maurice et

l'UE dépasse la dimension purement monétaire et d'aide pour se situer sur des valeurs partagées. Vishnu Lutchmeenaraidoo a souligné l'importance du principe du dialogue entre l'île Maurice et l'Union européenne. « Le dialogue est un élément essentiel du processus de développement et d'élaboration des politiques. Maurice partage avec l'UE les fondements d'une appréciation de la démocratie et d'un haut niveau de respect pour l'être humain. L'île Maurice est au carrefour, mais aussi l'UE, et il faut déplacer notre relation au-delà d'un partenariat donateur-bénéficiaire vers un partenariat à part entière. L'amitié entre l'île Maurice et l'UE va au-delà de l'argent et des projets et elle est enracinée dans la poursuite mutuelle des valeurs partagées. Nous sommes liés ensemble », devait souligner le ministre des Affaires étrangères. Marjaana Sall a abondé dans le même sens, affirmant que le dialogue Maurice/Union européenne « reflète des relations larges et solides entre l'UE et Maurice ». Elle a rappelé qu'au cours des dernières décennies, l'UE a accompagné Maurice dans ses réformes sociales et économiques. « Aujourd'hui l'UE est le premier partenaire commercial de Maurice. C'est un bon reflet de la valeur ajoutée de l'accord de partenariat économique que l'UE a avec Maurice », a-t-elle souligné. Elle a ajouté que ce partenariat s'est également élargi pour toucher de nombreux domaines dont la gouvernance des pêches et des océans, les migrations, les changements climatiques, l'intégration régionale, la sécurité maritime et la vulnérabilité des petits États insulaires en développement. « Aujourd'hui pour renforcer encore ce partenariat global au-delà de la dynamique de l'aide au développement en promouvant des valeurs et des intérêts partagés, nous avons identifié deux domaines à savoir l'égalité entre les sexes et le changement climatique dans lesquels nous améliorerons notre dialogue politique et notre coopération ». Les Parties ont échangé leurs vues sur les développements nationaux à Maurice et dans l'UE, soulignant l'importance de l'égalité des sexes et de l'autonomisation pour le développement socio-économique. Elles ont convenu d'établir un dialogue sur les politiques dans ce domaine. Elles ont discuté de la manière d'intensifier les efforts visant à éradiquer la violence sexiste et la violence à l'égard des enfants et à promouvoir les droits de l'enfant. En outre, les Parties ont discuté de la question des droits des minorités, rappelant les récents débats dans la société mauricienne sur les droits des personnes LGBT. L'Union européenne a aussi rappelé que l'abolition de

la peine de mort figure parmi ses valeurs fondamentales. D'autres sujets abordés comprenaient la promotion de la bonne gouvernance et le renforcement des processus démocratiques comme la lutte contre la corruption, les réformes électorales, le financement des partis politiques et le financement de la société civile, entre autres. Les discussions ont également porté sur les mesures visant à promouvoir l'innovation, à stimuler l'activité du secteur privé et l'inclusion. En outre, les Parties ont reconnu le rôle clé des petites et moyennes entreprises (PME) dans le renforcement de l'économie et la création d'emplois essentiels et, par conséquent, ont convenu de la nécessité de soutenir le secteur des PME. Les relations commerciales Maurice-UE, y compris les perspectives et les opportunités de l'Accord de partenariat économique (APE), ont été passées en revue. L'UE s'est félicitée des mesures prises pour faciliter les affaires et a réitéré sa volonté de soutenir l'île Maurice dans son objectif de devenir un pays à revenus élevés. Trois millions d'euros ont été injectés pour l'élaboration d'un cadre de droits de propriété intellectuelle pour Maurice. Pour sa part, Maurice a souligné sa volonté d'avoir un Accord de partenariat économique à part entière. L'UE a également encouragé Maurice à profiter pleinement d'une collaboration plus étroite avec La Réunion, notamment par le biais du programme INTERREG V financé par l'UE et pour profiter du potentiel inexploité de la culture et des industries créatives. La stratégie africaine de Maurice a également retenu l'intérêt des Européens. Maurice pourrait bénéficier de l'aide européenne dans le cadre du Plan d'investissement extérieur de l'UE. La délégation de l'Union européenne a eu ce matin une séance de travail avec les responsables de la Commission de l'océan Indien.

RELATED TERMS:
Politique

Le Maurici
http://www.lemauricien.com/article/5e-dialogue-politique-lutchmeenaraidoo-notre-amitie-repose-sur-des-valeurs-partagees

Economie

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

PREMIER TRIMESTRE 2017 : Les échanges avec la SADC et le COMESA en hausse

5 JUIN, 2017



Les échanges commerciaux entre, d'une part, Maurice et le bloc de la SADC (Southern African Development Community) et, d'autre part, entre Maurice et les pays membres du COMESA (common Market for Eastern and Southern Africa) se sont accrus au cours du premier trimestre 2017 comparativement au niveau du trimestre correspondant de 2016. Le dernier relevé publié par Statistics Mauritius indique que les importations de la SADC se sont élevées à Rs 5,2 milliards pour les trois premiers mois de cette année contre Rs 4,3 milliards pour la période correspondante de 2016. Les exportations vers la SADC se sont chiffrées à Rs 2,9 milliards, en baisse par rapport aux Rs 3,4 milliards pour le même trimestre de l'année écoulée. La valeur totale des échanges est passée de Rs 7,6 milliards à Rs 8,1 milliards. Les données officielles indiquent que les importations de Madagascar ont fait un grand bond, passant de Rs 267,1 millions à environ Rs 1,2 milliard. Maurice a également accru ses importations d'Afrique du Sud, le montant grimpant de Rs 2,7 milliards à Rs 3,1 milliards. En revanche, les importations du Mozambique ont chuté, passant de Rs 260,6 millions à Rs 101,4 millions. Il en a été de même pour les importations de la Tanzanie : de Rs 272,4 millions à Rs 75,9 millions. Les exportations mauriciennes vers l'Afrique du Sud, premier marché de l'Afrique australe, ont diminué, se chiffrant à Rs 1,3 milliard pour le premier trimestre 2017 contre Rs 1,8 milliard pour la même période de

2016. Les recettes d'exportation concernant le marché malgache ont également enregistré une réduction, de Rs 1,3 milliard à Rs 1,2 milliard. Les ventes sur le marché seychellois ont, par contre, augmenté légèrement, se chiffrant à Rs 248,8 millions contre Rs 213,6 millions pour le premier trimestre 2016. Au niveau du bloc du COMESA, les échanges 2017 ont atteint Rs 4,6 milliards contre Rs 3,3 milliards pour le trimestre correspondant de l'année dernière. Une détérioration de la balance commerciale a été notée, avec un déficit de Rs 473 millions noté cette année contre un excédent de Rs 319 millions pour les trois premiers mois de 2016. Outre Madagascar et les Seychelles qui font aussi partie du groupe du COMESA, le Kenya est un important partenaire de Maurice. Nos exportations vers ce pays ont enregistré une hausse, passant de Rs 193,3 millions à Rs 540,2 millions. Les importations du Kenya ont également augmenté, de Rs 255,8 millions à Rs 316,8 millions. Par ailleurs, Statistics Mauritius rapporte une progression de nos importations de l'Égypte (de Rs 169 millions à Rs 263,9 millions). On observe un affaiblissement de nos exportations vers ce pays ainsi que vers les Comores, l'Ouganda et le Zimbabwe.

http://www.lemauricien.com/article/premier-trimestre-2017-les-echanges-avec-la-sadc-et-comesa-en-hausse

Environnement

LeDEFI

ENVIRONNEMENT : L'ÉTAT DE LA FAUNE ET DE LA FLORE INQUIÈTE !

05 JUIN 2017 BY MÉGANE VALÈRE



Un des derniers vestiges de forêts de basse altitude des Mascareignes, la forêt de Magenta. (Photos : MWF)

Observateurs et organisations demandent de rendre plus efficace la lutte pour la protection de l'environnement. Les pouvoirs publics sont appelés à sensibiliser les citoyens.

La pollution visuelle et sonore, le changement climatique, l'érosion, l'appauvrissement de la biodiversité, le prélèvement des ressources naturelles… Autant de menaces pour la faune, la flore et l'environnement marin de Maurice. Les organisations environnementales sont inquiets par rapport à la situation.



Le Cylindrocline Lorencei, une des plantes les plus menacées au monde, est endémique de Maurice.

La Platform Moris Lanvironnman déplore la lenteur dans la mise en place de mesures pour la protection de l'environnement.

Adi Teelock.

Adi Teelock, membre de la plate-forme s'explique : « Nous suivons de près les grands enjeux environnementaux touchant le pays. Dans certains domaines, la situation évolue plutôt dans la bonne direction, quoique trop lentement. Dans d'autres, elle est inquiétante », indique-t-elle.

« Nous regrettons, par exemple, que les autorités ne prennent pas avec suffisamment de détermination et de façon holistique des mesures nécessaires pour bâtir la résilience des îles de la République face aux effets du changement climatique tels que les inondations et l'érosion.

Construire des drains et installer des sacs de sable sur la plage se sont avérées des mesures vaines ou insuffisantes. Le pays a besoin d'un plan d'aménagement du territoire qui intègre pleinement les effets du changement climatique. Notre territoire terrestre est extrêmement limité. Bien gérer son utilisation est donc primordial pour le protéger et satisfaire les besoins présents et futurs de la population », ajoute-t-elle.

Même son de cloche au niveau de l'environnement marin. « Les Mauriciens ne sont pas assez conscients des menaces pour nos environnements côtiers et marins.


La Pilea Balfouri, une plante récemment re-découverte à Rodrigues.

Il y a plusieurs types de menaces : les déchets ; l'érosion des plages ; les constructions inappropriées ; les techniques de pêches destructives ; la destruction des récifs, des mangroves et des marécages ; l'aquaculture ; les eaux usées ; les pesticides et les engrais. La liste est longue. Le lagon et les côtes subissent beaucoup de pressions », explique Frédérique Perpetu de l'ONG Reef conservation.

Vikash Tatayah, Mauritian WildLife : « Il y a un problème de valorisation des espaces et des espèces naturels »

Vikash Tatayah.

Vikash Tatayah reconnaît les efforts pour les causes environnementales, mais estime qu'ils ne sont pas suffisants. « Je ne minimise pas le travail effectué pour la protection de l'environnement à Maurice. Toutefois on aurait pu faire mieux. L'environnement est l'affaire de tous.

Il y a eu des dégradations, par exemple concernant les forêts qui se réduisent et se dégradent. C'est justement pour cette raison qu'on aurait pu faire mieux pour conserver ces espaces et ces espèces », précise-t-il.

Il estime que les gens sont au courant des dangers pour l'environnement. « Il y a une différence entre être conscient et être au courant. Les gens connaissent les dangers, mais ce n'est pas pour autant qu'ils font l'effort d'adopter une attitude positive en faveur de l'environnement. Je ne généralise pas. Nous disons souvent que nous sommes très fiers d'être Mauriciens. Mais combien d'entre nous pouvons dire que nous sommes des écocitoyens », fait-il observer.


Le cardinal de Maurice en mue, sur l'île-aux-Aigrettes. C'est un oiseau en danger de disparition.

Il regrette que malgré les campagnes d'information et de sensibilisation, la population ne s'intéresse pas beaucoup aux causes environnementales. « Nous ne pouvons pas dire qu'il y a un manque d'éducation.

Le cardinal jaune de Rodrigues.

C'est ce que nous faisons des informations qui est important. Il y a surtout un problème de valorisation des espaces et des espèces naturels. On devrait encourager la population à découvrir et à connaître ces espaces pour pouvoir mieux les protéger », dit-il.

Frédérique Perpetu, Reef Conservation : « L'environnement côtier et marin fait face à différents types de menaces »


Photo : Reef Conservation

Frédérique Perpetu fait un triste constat de l'environnement marin. Elle déplore l'état du lagon mauricien. « On ne peut pas dire que c'est très réjouissant. Certaines parties de l'île sont encore préservées, mais on trouve beaucoup de coraux morts. Leur destruction est due en grande partie aux activités humaines et aux effets du changement climatique. Le public doit faire attention et ne doit pas endommager les coraux ou herbiers », indique-t-elle.

Elle encourage les Mauriciens à protéger l'environnement marin à travers des gestes simples et accessibles à tous. « Il ne faut pas marcher sur les coraux, ne pas les casser, ne pas arracher les herbiers, ne rien jeter sur la plage, dans la mer. Il faut aussi éviter l'utilisation d'engrais chimiques et de pesticides », explique-t-elle.

Selon elle, il n'y a pas assez de sensibilisation. « Nous dépendons de ces écosystèmes, que ce soit pour notre économie ou pour nos activités récréatives. De plus, ils sont une source de revenus pour de nombreux

habitants de la côte et bien évidemment ce sont des zones biologiques et éco systémiques primordiales pour le maintien et la bonne santé de l'environnement », fait-elle ressortir.

Elle invite donc à y remédier en participant à une journée portes ouvertes. « Nous célébrons la Journée de l'environnement et des océans le samedi 10 juin sur la plage publique d'Anse-La-Raie. Le but de cette journée est de sensibiliser les Mauriciens sur les différents écosystèmes côtiers et marins de l'île, à travers des sessions ludiques et éducatives. Toutes les sessions sont gratuites et ouvertes à tous et il y a plein de cadeaux à gagner », dit-elle.

http://defimedia.info/environnement-letat-de-la-faune-et-de-la-flore-inquiete

Tourisme

lexpress.mu

Anil Gayan: «Notre croissance touristique sera de 7% cette année»

Par Joëlle Elix
2 JUN 2017



Le ministre du Tourisme a annoncé plusieurs mesures innovatrices lors des Assises du Tourisme, à Ebène, vendredi 2 juin.

«*C'est l'occasion de remettre en question toute l'industrie du tourisme. Il faut penser à l'impensable, imaginer l'inimaginable et oser dire ce qu'on n'aurait jamais pensé pouvoir dire*… » Déclaration du ministre du Tourisme qui commentait le secteur du tourisme à Maurice, vendredi 2 juin. C'était lors des Assises du Tourisme qui se tiennent au *Hennessy Park Hotel*, à Ebène.

Anil Gayan s'est attardé sur l'importance de ce rassemblement lors de son discours. Selon lui, il est primordial de faire un constat avec les différents acteurs touristiques pour savoir comment le secteur sera à long terme. «*Mo pensé ki apré 10 ans li bon fer enn remiz en kestion ek tous bann acter ki ena enn rol pu zoué dan sa sekter là. Li bon ki nou kone so viabilité ek so bann developman future*», a soutenu le ministre.

Il a également profité de l'occasion pour faire part de ses projets futurs concernant le développement du secteur touristique à Maurice. Anil Gayan est d'avis qu'il faut s'adapter et innover afin de mieux réfléchir sur l'avenir du tourisme. «*Va-t-il durer ? Dans quel état sera-t-il d'ici 10 à 20 ans ?*», a fait ressortir le ministre. «*Nous allons prospecter dans toutes les directions. Nous devons laisser de côté notre habitude conventionnelle. Nous avons de nouvelles opportunités à élargir et fortifier.*»

Unité de recherches

C'est un Anil Gayan optimiste qui s'est adressé à la presse lors de ces Assises du Tourisme. La raison : le ministre prévoit «*une croissance de 7 % pour l'année 2017*». «*Nous ciblons plus de pays tels que l'Allemagne, l'Inde et la Chine. Nous songeons à lancer une promotion en juillet en ce qui concerne les voyages en provenance de la Chine*», a-t-il déclaré. Et d'ajouter qu'il réfléchit sur une unité de recherches pour mieux développer le marché du tourisme.

Il a, dans la foulée, commenté une campagne contre la violence car, dit-il, celle-ci a un impact négatif sur l'image de Maurice. «*Nous avons commencé une campagne sur CNN. Nous visons désormais les services de la BBC*», a confié Anil Gayan. Et de poursuivre que pour réussir à long terme dans le domaine touristique «*il faut s'assurer que toute la communauté soit partie intégrante*».

https://www.lexpress.mu/article/308789/anil-gayan-notre-croissance-touristique-sera-7-cette-annee

Pêche



ADAGASCAR Indian Ocean Commission Patrol Ship crew at the Malindi Port in Zanzibar yesterday. The ship is in Tanzania for patrol mission as per the Commission agreement. (Photo by Issa Yussuf)

Madagascar patrol vessel docks at Malindi port

MADAGASCAR Ocean Patrol Vessel yesterday docked at Zanzibar in its mission to control illegal fishing in the region.

Tanzania Deep Sea Fishing Authority (DSFA) acting Director General Hosea Mbilinyi, speaking to journalists visited the boat at Malindi port, said of the visiting vessel, "We have been working together among the Indian Ocean Fishing Commission (IOFC) and committed to control illegal fishing in our waters."

He said details of the boat will be released upon completion of the mission, which is still visiting other member countries, including Seychelles, Mauritius, Madagascar, Comoro, reunion, Mozambique and Kenya.

"The cooperation which started in 2007, but joined by Tanzania in 2014 aims at sharing data base on fish, areal patrol, ocean patrol and satellite," Mr Mbilinyi said, adding that it is the 49th patrol mission which started in Mozambique.

Defiquotidien du 09/06/2017



ECONOMIE BLEUE

RÉACTION

LILOWTEE RAJMUN JOOSEERY : « Cela permettra de booster l'économie bleue »

« La plus importante mesure concerne celle du permis de pêche. Avec les conditions appliquées dans le Budget, les sociétés étrangères devront laisser leurs prises qui seront débarquées et traitées sur l'île. C'est important, car ce sont nos ressources. On peut ensuite exporter ces produits. Cela aide à créer des emplois et à ainsi attirer davantage d'investisseurs sur l'île grâce au permis d'un à cinq ans. De plus, il y a une forte demande des jeunes pour travailler sur les bateaux de croisière. L'Institut de formation est donc une mesure appropriée. »

Des mesures axées sur la pêche

Concernant le secteur de la pêche, le Premier ministre a fait ressortir que le secteur de l'économie bleue est apte à stimuler les exportations et à générer des emplois.

- Extension d'un an à cinq ans de la validité de la licence des droits de pêche pour les bateaux de pêche dont les prises seront débarquées et traitées à Maurice.
- Modernisation des Maisons des pêcheurs situées à Cap-Malheureux, à Tamarin et à Mahébourg. Les installations appropriées seront fournies aux pêcheurs.
- Prolongation d'un an pour l'acquisition de navires semi-industriels. Ce plan avait été lancé l'année dernière.
- Subventions pour l'acquisition de véhicules frigorifiques.
- Promotion de l'élevage de coraux (*coral farming*) et mise sur pied de *Sea-Based Coral Farms* favorisant le développement des coraux ornementaux pour le secteur touristique, le marché de l'aquarium et la production de bijoux haut de gamme.
- Des modifications seront apportées à la *Maritime Zone Act*.
- Un Institut de formation maritime sera mis sur pied pour former des jeunes afin qu'ils puissent décrocher des emplois sur les bateaux de croisière et dans le secteur maritime.

Zaina Ollite